

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
30907 NÎMES Cedex 02

NÎMES, le 02/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

RD 612
34750 Villeneuve-lès-Maguelone

Références :
Code AIOT : 0006600800

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2023 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté au lieu-dit "Lacau" 30210 Valliguières. L'inspection a été annoncée le 16/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de l'action régionale relative au suivi des PGD.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- Lacau 30210 Valliguières
- Code AIOT : 0006600800
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de calcaire est autorisée par arrêté préfectoral du 6 février 2017 pour une durée de 30 ans. L'exploitation réalisée l'an dernier représente environ 150 000 tonnes. La carrière dispose d'une installation de traitement permettant le calibrage de la production. Le site est également site de transit pour des matériaux inertes, qui sont réacheminés vers les installations dédiées pour le traitement de ces matériaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à la dernière inspection du 16 octobre 2020
- plan de gestion des déchets (art. 16B de l'AM du 22/09/94)
- Suivi environnemental (art. 19 de l'AM du 22/09/94 et 4.5 de l'AP du 06/12/17)
- Tirs de Mines (art. 11.4 de l'AM du 22/09/94 et 6.4 de l'AP du 06/02/17)
- Gestion des eaux (art.3.1.1 et 3.4 de l'AP du 06/02/17)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « Lettre de suite préfectorale » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de Gestion des Déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16b	/	Lettre de suite préfectorale
2	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 et Arrêté Préfectoral du 06/12/17 article 4.5	/	Lettre de suite préfectorale
3	Tirs de Mines	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.4 et Arrêté Préfectoral du 06/02/2017, articles 6.4 et 2.2.2.	/	Lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a mis en lumière 3 points devant être traités dans le cadre d'une lettre de suite préfectorale afin de permettre à l'exploitant de présenter les éléments de réponse permettant de régulariser rapidement les situations relevées dans le délai fixé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de Gestion des Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16b
Thème(s) : Risques chroniques, PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de « la zone » de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à « la zone » de stockage de déchets ; - les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux « zones de stockage de déchets d'extraction ». <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté le PGD de la carrière mis à jour en janvier 2022. Parmi les éléments du document, il convient d'ajouter le plan de positionnement des stériles dans la carrière et de préciser la géométrie du ou des zones de stockage ou de remblayage réalisées qui devront être mis en conformité avec les dispositions indiquées dans le guide de remblayage des carrières établi par l'INERIS version décembre 2021.</p>
<p>Par ailleurs, le plan de gestion des déchets doit être adressé au préfet une fois qu'il est révisé.</p>
Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale – Délai de réponse : 45 jours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de retombées des poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p> <p>Constats : L'exploitant a mis en place un système de surveillance par jauge Owen constitué de 1 jauge de type (a), 2 jauges de type (b) et 2 jauges de type (c). Les résultats présentés sur les 2 premiers trimestres de l'année 2022 montrent une conformité réglementaire au niveau des jauges de type (b). Il convient désormais que le bilan de l'ensemble de l'année 2022 soit finalisé et mis en ligne dans la déclaration GERE de l'année.</p> <p>En revanche, l'arrêté préfectoral prévoit un dispositif de mesure réalisé à l'aide du système des plaquettes. CE dispositif prévoit ainsi 6 points de mesure. Ceci ne correspond plus à la situation actuelle de cette surveillance, constituée de 5 points de mesure par ailleurs positionnés différemment par rapport à ce qui est indiqué dans l'arrêté.</p> <p>Il appartient donc à l'exploitant de procéder à la régularisation de cette disposition réglementaire par une demande de porter-à-connaissance visant à la mettre à jour avec la situation actuelle.</p>
Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale – Délai de réponse : 45 jours

N° 3 : Tirs de Mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2017, article 6.4 article 2.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation d'un tir
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6.4 :</p> <p>Le respect de la valeur ci-dessus est vérifié lors de chaque tir réalisé sur la carrière, au niveau du pont bascule situé à l'entrée du site et, le cas échéant, un contrôle annuel chez un tiers dont la position sera définie en concertation avec la CLE.</p> <p>Pour chaque tir de mine un plan de tir sera établi et fera apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la zone de tir repérée par ses coordonnées, -le nombre et la position des trous de mines, -le numéro des détonateurs utilisés ou les dates de départ en cas d'utilisation de tir séquentiel on non électrique, -la charge des trous, -la charge unitaire instantanée. <p>Sur les enregistrements recueillis, il conviendra qu'apparaissent :</p> <ul style="list-style-type: none"> .la date et l'heure de tir, .la référence de l'enregistrement, .les vitesses particulières, .le lieu d'enregistrement, .la distance entre l'enregistreur et le plus proche trou du tir. <p>Article 2.2.2 :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dossier de demande d'autorisation initial, - les plans tenus à jour, - les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation, - les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation, - les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, - les informations sur les produits mis en œuvre, <p>[..]</p>
<p>Constats : Les plans de tir établis les 7 juin 2022 et 21 juillet 2022 ont été vérifiés.</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place les fiches de données de sécurité concernant l'utilisation des explosifs utilisés dans la carrière. Il convient qu'il mette à jour ces informations.</p>
Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale – Délai de réponse : 45 jours

N° 4 : Gestion des Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2017, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un prélèvement annuel d'eau souterraine de 7000 m3 maximum (la lutte contre les poussières, le lavage des engins, les sanitaires et la lutte contre les incendies). Une cuve tampon de 30 m3 à remplissage automatique (alimentée par le forage) constitue la réserve d'eau du site et est utilisée pour alimenter le réseau d'aspenseurs fixes de la piste, le lavage des engins et les locaux du personnel. Des analyses sont réalisées régulièrement sur cette eau pour vérifier la compatibilité sanitaire avec une utilisation dans les douches et lavabos. La brumisation au niveau de l'installation de traitement est alimentée par une deuxième cuve tampon également alimenté par le forage. Les installations seront munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile seront indiqués sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
observations : Le prélèvement est réalisé au moyen d'un forage F1 positionné dans un local dédié près des installations de la carrière. Le prélèvement effectué l'an dernier représente 3221 m3. Ce forage n'est en revanche pas muni de la plaque d'identification prévue à l'article 8 de l'AM du 11 septembre 2003 relatif à la création de forage de prélèvement des eaux. Par ailleurs, il est rappelé la nécessité de déclarer dans l'application GEREPE le volume d'eau prélevé au cours de l'année écoulé.
Type de suites proposées : sans objet

